

AFFAIRES EXTÉRIEURES

CRÉDITS DU MINISTÈRE DÉFÉRÉS AU COMITÉ
PERMANENT

La Chambre reprend l'examen, interrompu le 7 mai, du projet de résolution de l'honorable M. Pearson:

Que les crédits portant les n^{os} 84 à 111 inclusivement et le n^o 566 du budget principal des dépenses de 1951-1952 soient retirés au comité des subsides et déferés au comité permanent des affaires extérieures, à condition que soient respectés les pouvoirs du comité des subsides touchant l'affectation des deniers publics.

M. W. J. Browne (Saint-Jean-Ouest): La dernière fois que ce projet de résolution a été débattu, j'ai défié le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) de prouver ce qu'il avançait. Depuis, j'ai eu l'occasion de lire dans les *Débats* ce qu'il avait dit. Son explication diffère quelque peu des paroles qu'il avait employées, si je m'en tiens à mes notes, mais il n'y a pas de différence dans le fond. Voici ce qu'il a dit, selon les *Débats*:

Il arrive aussi parfois qu'on dise abusivement que les forces des Nations Unies combattent en Corée en vue de détruire le communisme. Cette erreur se justifie peut-être un peu, puisque ce sont des pays communistes qui ont déclenché l'agression dont la cause se trouve dans le caractère totalitaire de ces pays. Les hommes libres doivent être partout déterminés à résister au communisme. Mais c'est une erreur de principe, je crois, que de penser qu'il faut combattre le communisme, en tant que doctrine ou forme de gouvernement, par les armes, ou que tel est le but de l'intervention militaire des Nations Unies en Corée.

Et il a ajouté:

Le communisme lui-même, en tant que doctrine réactionnaire et avilissante, doit être combattu sur d'autres plans et de façons différentes.

Je m'en rends compte, le ministre voudrait très subtilement établir une distinction entre le communisme en tant que théorie, d'une part, et en tant qu'adversaire en Corée d'autre part. Mais à mon avis le communisme qui existe dans le monde à l'heure actuelle ne diffère nullement de ce que nous combattons en Corée. En Corée, communisme est synonyme d'agression. A l'appui de cette assertion, je rappelle ce que le voisin de siège du ministre, son collègue de la Défense nationale (M. Claxton), disait au cours du débat qui a eu lieu le lendemain. Je cite la page 2862 du compte rendu:

Dans cette lutte, l'intervention des forces policières internationales vise à enrayer l'agression communiste, à arrêter les bandits communistes.

De son côté, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures déclarait dans le discours qu'il a prononcé aux Nations Unies le 27 septembre, envisageant la question sous un angle un peu différent sans entrer dans une distinction aussi subtile:

Cette guerre de Corée n'est que la continuation, par une agression armée et ouverte, du programme que l'impérialisme communiste poursuit ailleurs par d'autres moyens. Selon la thèse communiste, les bouleversements et l'agitation qui accompagnent une période d'après-guerre offrent à la minorité communiste sa meilleure chance de s'emparer du pouvoir par la force et de s'y maintenir par la terreur et par les mesures de répression dont usent les dictatures. Depuis quelques années, les forces de l'impérialisme communiste mettent méthodiquement à l'essai ces théories aux quatre coins du globe.

La remarque du ministre de la Défense nationale et le discours que je viens de citer sont plus conformes à la réalité que les remarques formulées par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures le 7 mai. Ces distinctions sont très confuses et, pour le citoyen moyen, il est difficile de faire la différence entre une agression communiste réelle et la doctrine ou la forme de gouvernement communiste.

Parlant de l'attaque lancée contre la Corée, le ministre disait, dans le même discours du 27 septembre aux Nations Unies:

En Corée, où l'armée soviétique était présente en force, où une minorité communiste détenait le pouvoir dans une partie du pays, les circonstances semblaient se prêter merveilleusement à une mainmise communiste sur tout le pays. Cette fois, cependant, la tentative a été plus ostensible et plus violente que par le passé, et cette fois elle s'est heurtée à la résistance collective des Nations Unies. C'est ce qui caractérise l'agression de Corée. En dépit de toute la propagande destinée à camoufler la réalité, le fait que les Coréens du Nord avaient envahi la république de Corée était bien établi. Il ne s'agissait pas d'un coup d'État machiné par une minorité, comme c'est le cas pour la Tchécoslovaquie, ni d'un régime imposé par une autorité qui occupe le pays, comme c'est le cas en Roumanie. Il s'agissait d'une invasion armée. Comme telle, elle a consterné les nations pacifiques. Mais elle les a également stimulées. Cette attaque rapide et soudaine contre une nation pacifique constituait pour nous tous un avertissement évident.

Monsieur l'Orateur, l'avertissement demeure. Mais le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Pearson) et certains de ses associés semblent l'oublier. Le communisme n'est pas, depuis 34 ans, qu'une doctrine, un mode de gouvernement. C'est une chose diabolique, dynamique. C'est un programme général composé de plusieurs doctrines ayant pour objet l'anéantissement des libertés et des droits de l'homme chèrement acquis qui en sont le corollaire. Ce sont les ténèbres les plus noires, les plus lugubres qui se soient appesanties sur la terre.

Winston Churchill, dans l'édition de 1937 de son livre *Great Contemporaries*, étudie ce point aux pages 199 et 200. Je suis sûr que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures connaît ce passage. Je m'excuse parce qu'il est long, mais il convient, je crois, de le rappeler afin de rafraîchir la mémoire du mi-